La situation des Juifs en Belgique au lendemain de la Libération

Catherine Massange

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cmc/368>
ISSN : 2684-3080

Éditeur

Fondation de la Mémoire Contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2014
Pagination : 105-126
ISSN : 1377-1256

Référence électronique

Catherine Massange, « La situation des Juifs en Belgique au lendemain de la Libération », *Les Cahiers de la Mémoire Contemporaine* [En ligne], 11 | 2014, mis en ligne le 05 novembre 2019, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cmc/368>

La situation des Juifs en Belgique au lendemain de la Libération

Catherine Massange

Début septembre 1944, Bruxelles est libérée. Le nazisme et l'Occupation ont eu pour conséquences la déportation et la mort de plus de 25.000 Juifs de Belgique. Les rares déportés survivants (un peu plus d'un millier à peine) reviendront en Belgique à partir du printemps 1945. Leur détresse ne trouvera pas de réponse adéquate. De septembre 1944 à mai 1945, la guerre continue : les Juifs restés en Belgique peuvent sortir de la clandestinité, mais ils devront regagner ou conquérir leur place dans la société belge. Leur nombre est évalué en septembre 1944 à environ 18.000 ou 19.500 (dont 15.000 à Bruxelles et 1.500 ou 1.200 à Anvers), mais il ne peut évidemment s'agir là que d'estimations¹. Les mesures d'exclusion progressive de toute vie politique, sociale et économique des Juifs pendant l'Occupation auront des conséquences durables sur l'insertion dans la société belge des survivants, alors que avant guerre plus de 90 % des Juifs présents dans le pays n'avaient pas la nationalité belge.

En 1948, Régine Orfinger, avocate, résistante, ayant joué un rôle prépondérant dans la reconstruction de la communauté juive de Belgique dans l'après-guerre, constate : « On ne peut pas parler en Belgique d'antisémitisme car, au point de vue gouvernemental et officiel, il est inexistant et, au point de vue social, il se manifeste sous forme de xénophobie. Il est néanmoins évident que l'occupation allemande et la propagande des années de 1933 à 1940 ont marqué profondément la population belge. Quoique le nombre de Juifs ait sensiblement diminué dans le pays, la conscience, dans la population, de distinctions entre

¹ *Ofipresse*, 18 mai 1945, p. 5 ; V. Vanden Daelen, « Het leven moet doorgaan. De Joden in Antwerpen na de bevrijding (1944-1945) », dans *Cahiers d'histoire du temps présent*, n° 13, 2004, pp. 144-145.

juifs et non juifs produit beaucoup plus souvent qu'avant la guerre des conséquences désagréables. »²

Les illustrations de « frottements entre Juifs et non-Juifs », comme l'exprime Régine Orfinger, sont nombreuses dès la Libération³. D'autres voix émettent les mêmes constatations. Le 14 octobre 1944, *Unzer Kamf*, le journal en yiddish des Juifs communistes, remarque qu'en plus des difficultés que connaît « la vie du pays en général », « d'autres difficultés regrettables s'ajoutent pour les masses juives ». « Il est certain que la propagande antisémite nazie a laissé des traces profondes dans la population »⁴.

En juin 1945, une note du COREF, association créée après la Libération pour défendre les intérêts des Juifs allemands et autrichiens présents en Belgique, déplore que « pour la population et souvent également pour les autorités », les Juifs sont vus comme « des étrangers indésirables » « suite à une intense propagande antisémite »⁵.

Une lettre que trois citoyens belges écrivent au ministre de la Justice le 12 novembre 1944 confirme et précise : « Pendant l'occupation tout patriote belge s'est abstenu de faire quoi que ce fût contre les juifs, mais maintenant les Allemands sont chassés et les choses doivent changer. »⁶

Les déclarations officielles d'organisations juives à cette époque ont tendance à minimiser le problème latent de l'antisémitisme, qui se remarque également partout en Europe à ce moment-là⁷.

Analysant la situation des Juifs dans la société belge et les relations difficiles entre Juifs et non-Juifs, certains essaient de trouver des solu-

² Archives du Service Social Juif (SSJ), « Rapport sur la situation des Juifs en Belgique », 17 septembre 1948.

³ *Ibid.*

⁴ *Unzer Kamf*, 14 octobre 1944, p. 1 (traduction de Jo Szyster). L'auteur tient à remercier Jo Szyster de lui avoir communiqué les traductions qu'il a réalisées des journaux *Unzer Kamf* et *Solidaritet*.

⁵ Musée juif de Belgique (MJB), Archives du COREF, boîte 1, note du COREF signée par Gompertz, Witsenhausen et Philipsborn, 8 juin 1945.

⁶ Archives générales du Royaume (AGR), Police des Étrangers 874, lettre adressée au Ministre de la Justice, 12 novembre 1944.

⁷ Voir notamment : P. Lagrou, « Return to a Vanished World. European Societies and the Remnants of their Jewish Communities (1945-1947) », dans D. Bankier (Éd.), *The Jews Are Coming Back. The Return of the Jews to their Country of Origin after WWII*, Jérusalem, 2005, pp. 10-13.

tions concrètes alors que l’argent fait défaut et que l’État de droit met du temps à s’installer. L’AIVG, l’Aide aux Israélites Victimes de la Guerre, est créée officiellement en octobre 1944 et se charge de la reconstruction économique et sociale pour la population juive du pays⁸. En son sein se discutent et se décident problèmes et solutions. Elle affirme sa continuité avec le Comité de Défense des Juifs, l’organisation de Résistance ayant permis notamment la clandestinité des Juifs pendant l’Occupation. Mais si un financement des activités de Résistance s’était mis en place, à la Libération se pose la question de la poursuite d’un tel approvisionnement. En décembre 1944, la situation est critique : « Tout simplement, nous sommes sans argent. »⁹ Tout doit être organisé : il faut que des “leaders” pouvant négocier pour l’ensemble des Juifs se présentent et s’affirment ; il faut reconstruire les canaux de financement. Et la situation des Juifs ayant survécu en Belgique est dramatique : l’urgence est criante. Ida Sterno, assistante sociale ayant eu un rôle clé dans le CDJ et ensuite à l’AIVG, évoquera l’agressivité de ceux qui trouvent le chemin du bureau d’aide de l’AIVG : ils ne demandent pas, ils exigent. Et c’est tout à fait compréhensible...¹⁰ D’autres sont dans un tel état de faiblesse qu’ils sont incapables de faire la démarche de s’adresser à l’AIVG.

Dans ces temps de chaos, les solidarités, sans être inexistantes, ne sont ni évidentes, ni suffisantes, que ce soit entre Juifs et non-Juifs, entre Belges et étrangers, ou entre Juifs mêmes.

⁸ Sur l’histoire de l’AIVG, voir notamment : C. Massange, *Bâtir le lendemain. L’Aide aux Israélites Victimes de la Guerre et le Service social juif de 1944 à nos jours*, Bruxelles, 2002. Sur l’après-guerre à Anvers, voir V. Vanden Daelen, *Laten we hun lied verder zingen. De heropbouw van de joodse gemeenschap in Antwerpen na de Tweede Wereldoorlog (1944-1960)*, Amsterdam, 2008. Sur la situation des Juifs en Belgique dans l’après-guerre, voir aussi les travaux de Frank Caestecker, notamment : « The Reintegration of Jewish Survivors into Belgian Society, 1943-1947 », dans D. Bankier, *The Jews Are Coming Back...*, op. cit., pp. 72-107 et « Holocaust Survivors in Belgium, 1944-1949. Belgian Refugee Policy and the Tragedy of the Endlösung », dans *Tel Aviver Jahrbuch für Deutsche Geschichte*, 1998, XXVII, pp. 353-381.

⁹ Service des Victimes de la Guerre (SVG). Documents De Lathouwer, lettre non signée adressée à Yvonne Nevejan, 23 décembre 1944.

¹⁰ SSJ, Rapport d’Ida Sterno, *Un an d’activité au grand jour*, rédigé fin août 45, cité dans *Aide aux Israélites Victimes de la Guerre. Section Enfance. Rapport d’activité*, 31 décembre 1945, p. 2.

Libération et emprisonnements

Les mots d'ordre de l'époque suivant la Libération sont la reconstruction nationale et le rapatriement. Pour être rapatrié, encore faut-il avoir une patrie qui vous reconnaisse comme citoyen et qui soit prête à vous accueillir : ce n'est pas le cas pour de nombreux Juifs.

Parmi les Juifs présents en Belgique à la Libération, les réfugiés du Reich sont immédiatement victimes de la complexité de leur situation. Plus de 40.000 d'entre eux aurait fui le Reich vers la Belgique¹¹. Environ 25.000 à 28.000 étaient encore présents en Belgique au début de l'Occupation. Ils ne seraient plus qu'approximativement 4.000 à la Libération¹². Les autorités belges, dans une circulaire du 6 octobre 1944, reconnaissent la nationalité allemande de tous les survivants juifs qui avaient été déchus de cette nationalité en 1942¹³. Des Juifs allemands préféreraient toutefois avoir le choix de garder leur statut d'apatrides¹⁴.

Certains sont mis en prison simplement parce qu'ils sont considérés comme ennemis du fait de leur origine nationale¹⁵. Ceux qui sont incarcérés semblent avoir été victimes d'un simple hasard ou d'une dénonciation. Il ne paraît pas y avoir une campagne organisée d'arrestations.

Ainsi, Karl Lichtenthal, un dompteur qui travaillait dans un cirque et qui s'était caché en Belgique, peut enfin quitter son abri à la Libération. Son avocat expliquera que le 15 septembre 1944, « alors qu'il parlait avec un voisin sur le seuil de sa porte, il fut remarqué par un jeune homme F.I. parlant son jargon allemand. Celui-ci le signala à la

¹¹ J.-Ph. Schreiber, « L'accueil des réfugiés juifs du Reich en Belgique. Mars 1933 – septembre 1939 : le Comité d'Aide et d'Assistance aux Victimes de l'Antisémitisme en Allemagne », dans *Les Cahiers de la Mémoire contemporaine*, n° 3, 2001, pp. 23-71. F. Caestecker, « Het beleid tegenover de joodse vluchtelingen uit nazi-Duitsland (1933-1940). Een gedoogbeleid tussen vluchtelingen- en immigratiebeleid », dans *Les Cahiers de la Mémoire contemporaine*, n° 3, 2001, pp. 13-21. Le chiffre de 40.000 est donné en 1943 par l'Institute of Jewish Affairs à New York (cité par J.-Ph. Schreiber, *op. cit.*, p. 71). Vu les arrivées clandestines et les nombreux départs, les chiffres ne peuvent être que des estimations.

¹² F. Caestecker, « The Reintegration of Jewish Survivors... », *op. cit.*, p. 83.

¹³ F. Caestecker, « Holocaust survivors in Belgium... », *op. cit.*, p. 358.

¹⁴ F. Caestecker - D. Fraser, « Jews or Germans ? Nationality Legislation and the Restoration of Liberal Democracy in Western Europe after the Holocaust », dans *Law and History Review*, n° 31, 2, 2013, pp. 391-422.

¹⁵ MJB, COREF, boîtes 1, 5 et 6, *Unzer Kampf*, 17 février 1945, pp. 3-4.

police. Superficiellement interrogé, il fut arbitrairement incarcéré à Saint-Gilles. » Son arrestation est mentionnée dans la presse qui précise son nom, qu'il est « israélite » et qu'il est inculpé d'activité en faveur de l'ennemi. Lichtenthal est né en 1880, il a près de 64 ans. Après son arrestation, une enquête commence. Une note de la Police des Étrangers fait remarquer qu'il est retenu en prison « sous prétexte que, pour vivre, il a certainement dû travailler pour les Allemands. Mr Lichtenthal est beaucoup trop âgé et trop peu dégrossi pour que cette supposition soit même vraisemblable. » Mais Lichtenthal reste en prison. Une vingtaine de personnes, ses voisins de Schaerbeek, signent une déclaration certifiant que « l'intéressé manifestait toujours son loyalisme envers la Belgique. Comme israélite, il vivait dans une crainte continuelle devant l'occupant. En outre, il est impossible que l'intéressé ait été directement ou indirectement en contact avec l'occupant. » D'autres témoignages de sympathie suivront. Le 10 janvier 1945, une commission reconnaît que « Lichtenthal affirme ne jamais s'être occupé de politique, ni être affilié à un organisme pronazi. Suivant les rapports de police figurant à son dossier, sa conduite et son comportement ont été corrects. Le prénommé paraissant uniquement avoir été arrêté en raison de sa nationalité. » Mais le 1^{er} février 1945, il est toujours en prison et son avocat écrit : « Il est grand temps de prendre une décision touchant le sort de ce vieillard rhumatisant, enfermé depuis près de cinq mois dans une cellule où l'eau dégouline des murs et sans qu'il sache même si une charge quelconque pèse sur lui. » Il sera libéré, mais le 30 mars seulement¹⁶.

Devant le sort difficile et spécifique des Juifs allemands, un organisme sera créé en décembre 1944 pour leur venir en aide, le COREF, le Comité israélite des Réfugiés Victimes des Lois raciales. Erich Gompertz, Juif allemand lui-même, en est le président et est requet écouté par diverses autorités¹⁷. Le COREF en viendra à demander à ses membres comment ils peuvent prouver qu'ils sont juifs, pour essayer

¹⁶ AGR, Police des Étrangers A 386.927. *Le Peuple*, 28 septembre 1944, p. 2. F. Caestecker, « Joodse vluchtelingen in West-Europa voor en na de Holocaust (1933-1950) », dans *Driemaandelijks tijdschrift van de Stichting Auschwitz*, janvier-mars 2000, n° 66, p. 96.

¹⁷ AGR, Police des Étrangers, Deuxième versement, 874. Sur Gompertz, voir C. Massange, « Erich Gompertz. Historique d'un exil », dans *Les Cahiers de la Mémoire contemporaine*, 2008, 8, pp. 139-156.

d'avoir pour eux un traitement différent de celui des Allemands non juifs qui ne sont par ailleurs pas présents ou pas repérables en Belgique à ce moment¹⁸.

L'AIVG et le COREF essayent alors de trouver un moyen d'établir une distinction claire sur les papiers d'identité : il faut dès lors pouvoir écrire qu'ils sont Juifs et donc victimes du nazisme, alors que la constitution belge ne permettrait pas qu'une telle mention soit apportée sur une carte d'identité.

La solution négociée et choisie est qu'il soit écrit "non-ennemi" sur les papiers d'identité des Juifs de nationalité allemande. La mesure paraît au *Moniteur* en avril 1945 : elle ne concerne que les Juifs allemands qui « après examen attentif de leur cas, obtiendraient la délivrance d'un certificat de civisme »¹⁹. Il s'agit donc pour eux de prouver non pas qu'ils ont fait quelque chose, mais qu'ils n'ont rien fait (ils étaient cachés), ce qui est beaucoup plus difficile. Mais l'AIVG estime que l'action du COREF complique les choses, les autorités ayant deux interlocuteurs plutôt qu'un, ce qui amènera des tensions entre les deux organisations²⁰.

L'AIVG agit discrètement pour les Juifs allemands, semblant estimer que la confusion dans la population est grande entre Juifs allemands et Allemands ou simplement étrangers. Le sort des Juifs allemands interpelle quand même le journal *Le Peuple*, par exemple, qui remarque : « Il nous revient que de nombreux Juifs allemands ayant subi pendant des années les sévices de la Gestapo dans les camps de concentration nazis, sont internés à l'heure actuelle sur simple dénonciation anonyme. Il est indéniable que ces gens ont mérité un sort meilleur. Après avoir souffert sous la domination hitlérienne, vont-ils pâtir à présent des excès de gens la plupart du temps mal intentionnés ? »²¹

Mais les Juifs allemands ne sont pas les seuls à se retrouver en prison pour des raisons arbitraires. Le simple fait d'avoir survécu éveille les soupçons de certains. Et les premiers jours après la Libération sont aussi ceux des règlements de compte et des dénonciations.

¹⁸ MJB, COREF, boîtes 5 et 6.

¹⁹ MJB, COREF, *Communication* n° 3, 25 avril 1945.

²⁰ SSJ, Procès-verbal du conseil d'administration de l'AIVG du 12 juin 1945.

²¹ *Le Peuple*, 7 octobre 1944, p. 2.

Ainsi une marchande ambulante est emprisonnée après dénonciation. Un des arguments de ses voisins est qu'« alors que tous les autres juifs et juives étaient traqués et arrêtés par les Allemands, elle n'a pas été inquiétée ». Elle vit seule à Bruxelles avec ses deux enfants tandis que son mari a fui à temps en Amérique du Sud, mais sans avoir pu faire venir sa famille. Elle est accusée d'avoir fait du commerce avec l'ennemi. Elle est amenée à la police par deux membres de la Résistance « qui déclarent que la prénommée a travaillé pendant l'occupation pour l'ennemi ». Deux voisins viennent témoigner contre elle : ils affirment, avec les mêmes mots, qu'elle rentrait et sortait avec des ballots de marchandises, que des Allemands venaient chercher chez elle. L'avocat parle d'une querelle de voisinage et donne la version de sa cliente : après l'exode de mai 1940, elle s'est disputée avec une voisine au sujet d'objets volés durant son absence ; cette voisine l'aurait dénoncée aux Allemands comme espionne. Elle est alors arrêtée et passe dix semaines à la prison de Saint-Gilles. Mais elle en sort en mai 1942 et va alors se cacher avec ses enfants dans le Hainaut, à Écaussinnes. Après avoir appris son arrestation en 1944, de nombreux habitants d'Écaussinnes se mobilisent pour elle : une lettre est signée par une trentaine d'Écaussinnois, un responsable de la Résistance locale souligne que s'il avait eu un doute, il aurait été le premier à l'arrêter... L'enquête entend d'autres voisins qui disent qu'ils n'ont rien remarqué de suspect et qu'elle a continué à travailler sur les marchés pour nourrir ses enfants.

Le 11 décembre 1944, son affaire est classée sans suite par l'Auditorat militaire. Mais elle « reste maintenue à la disposition de la Police des Étrangers ». Son cas doit être examiné par la Commission consultative près la Police des Étrangers et elle attend parce que « le dossier constitué à la prison du Petit Château a disparu ». Son avocat insiste : sa cliente « souffrait d'une affection hépatique que les conditions de l'internement ne permettaient pas de soigner et que sa présence était indispensable à ses deux jeunes enfants ». En février, elle est toujours détenue à la caserne du Petit Château. La « Commission instituée par arrêté du 10 octobre 1944 pour l'examen de la situation des étrangers écroués à la disposition de M. le Ministre de la Justice » examine enfin son cas le 8 mars et conclut qu'effectivement « il n'a pas

été établi qu'elle aurait fait du commerce avec les Allemands » et en conséquence propose « la libération de cette étrangère ». Elle n'est libérée que le 6 avril, après donc une détention de plusieurs mois sur base de quelques témoignages qui ne sont appuyés d'aucune preuve. Et elle doit quand même se soumettre à un contrôle de police. Son mari veut rentrer en Belgique : mais son projet est de partir ensuite avec toute sa famille en Palestine. La gendarmerie enquête et fait remarquer alors que le mari « pourrait aller s'installer en Palestine et envoyer de l'argent à sa famille pour aller le rejoindre » et que « le retour de cet étranger n'est donc pas indispensable ». Le mari arrivera quand même en Belgique en 1946 ; la famille y restera et ne s'installera jamais en Palestine²².

Les organisations juives sont démunies devant toute forme de dénonciation. L'AIVG propose des conseils juridiques de toute nature, mais ne peut satisfaire toutes les demandes. Elle est débordée par la recherche de solutions pour le grand nombre de drames qui frappent les Juifs.

Se loger

Le logement est un des problèmes les plus urgents. Les Juifs survivants en Belgique ont dû se cacher dans des caves et greniers, abandonnant leur domicile, souvent alors habité par de nouveaux occupants qui n'ont ni l'intention, ni la possibilité de leur céder la place. La question du logement est épineuse à l'époque en Belgique : zones bombardées, bâtiments occupés par les armées alliées...

Le 14 octobre 1944, *Unzer Kamf* remarque que « dans certaines parties de la ville des propriétaires de logement affichent “pas pour les étrangers” (sous-entendu “Juifs”) ». *Ofïpresse, Office Israélite de Presse et de Documentation*, périodique créé principalement pour informer les autorités du sort des Juifs et pourtant avare de remarques soulignant l'antisémitisme en Belgique, reprend un article du *Peuple* de septembre 1945 rapportant qu'un propriétaire a refusé de conclure un bail pour un appartement dès qu'il a appris que le bailleur était israélite, disant :

²² AGR, Police des Étrangers, 1.587.909.

« Alors ça ne va pas. Je ne veux pas d'Israélites chez moi. »²³*Ofipresse* reproduit également l'indignation du journal *Le Peuple*.

La plupart des Juifs ayant peu de ressources financières, ils sont le plus souvent locataires. Une fois sortis de la clandestinité, ils ne retrouvent pas nécessairement leur logement et c'est aussi un sujet de conflit éventuel entre Juifs et non-Juifs. Dans ce cas également, toutes les attitudes individuelles sont possibles. Mais elles conditionnent aussi les relations d'après-guerre entre les Juifs et leur environnement immédiat.

En France, un signe de l'hostilité contre les Juifs, après-guerre, fut la manifestation du 19 avril 1945 : 250 à 300 personnes protestèrent contre le fait qu'un Juif revenu de déportation récupère son appartement. Des comités s'organisèrent même contre de telles restitutions²⁴.

Les Juifs locataires pouvaient se prévaloir d'une mesure légale du 12 mars 1945 pour récupérer leur logement mais, dans les faits, sa mise en œuvre n'était pas nécessairement évidente²⁵. Des tribunaux seront appelés à se prononcer. Ainsi, *La Libre Belgique*, en octobre 1945, signale deux jugements concernant propriétaires et locataires, sans émettre d'opinions à leur propos : d'une part, un locataire « israélite – au surplus suspect à l'ennemi à raison de son attitude patriotique pendant la guerre 14-18 » qui s'était réfugié à l'étranger « doit être considéré comme ayant cédé à une crainte légitime » et son bail est alors jugé suspendu, il a le droit de réintégrer les locaux loués à une autre personne qui doit quitter les lieux ; d'autre part, un locataire dont le propriétaire juif s'était réfugié en Suisse en juillet 1942 est condamné à lui payer le loyer alors que le locataire argue qu'il a déjà payé pendant l'Occupation à l'administration allemande des biens israélites, et qu'il doit donc payer deux fois²⁶.

Le problème du logement restera longtemps criant et frappera aussi les quelques déportés survivants à leur retour, alors qu'ils n'ont souvent plus de famille pour leur venir en aide. Le COREF remarque en mai 1945 que des déportés « doivent chercher asile dans des hôtels où ils sont mal reçus et mal vus et où l'on demande des prix exagérés », qu'étant

²³ *Ofipresse*, 28 septembre 1945, p. 8, citant un article du *Peuple* des 23-24 septembre 1945.

²⁴ *Le Drapeau Rouge*, 7 juin 1945, p. 2 ; *Ofipresse*, 22 juin 1945, pp. 6-7 ; P. Lagrou, « Return to a Vanished World... », *op. cit.*, dans D. Bankier (Éd.), *The Jews Are Coming Back...*, *op. cit.*, p. 8.

²⁵ V. Vanden Daelen, « Het leven moet doorgaan... », *op. cit.*, pp. 163-165.

²⁶ *La Libre Belgique*, 6 octobre 1945, p. 2 et 31 octobre 1945, p. 3.

donné qu'ils n'ont pas de ressources, les frais d'hébergement sont pris en charge par les organisations juives et qu'un « appel dans la presse adressé à la population juive pour l'inviter à recueillir nos malheureux déportés est resté sans résultat ».²⁷ L'AIVG va payer la location de chambres d'hôtel et est prête à aider des logeurs particuliers, en leur fournissant des lits par exemple. Elle ouvrira fin mai 45 un home à Ter-vuren, destiné aux déportés rapatriés²⁸.

En 1955, dix ans après la fin de la guerre, l'AIVG remarquera que des Juifs âgés vivent encore dans les logements précaires et insalubres où ils avaient été cachés²⁹.

« À qui la faute ? »

Les Juifs qui se sont cachés pendant de longs mois sont au bout de leurs ressources financières. La récupération de leurs biens, notamment des outils qui leur permettent de travailler est le plus souvent impossible ou trop lente. Les Juifs originaires du Reich voient leurs biens placés sous séquestre et le COREF constate que personne ne veut les engager. La restitution de leurs biens ne se fera qu'en 1947³⁰.

De nombreux Juifs sont donc démunis de tout moyen d'existence. Certains sont forcément obligés de se livrer à l'une ou l'autre activité interdite. *Unzer Kamf* du 20 janvier 1945 écrit un article qui commence par « un jour d'hiver à la rue Neuve » : « Tout à coup j'entends une voix connue : "Achetez des bonnes cigarettes". Je me retourne – oui, c'est lui, mon ami de la résistance. » « Il cache sa petite boîte de cigarettes dans sa poche et, presque les larmes aux yeux, il me décrit la triste situation dans laquelle il se trouve lui et ses deux enfants sans la maman. Ils sont dans la gêne et sans rien à se mettre. » « Je le quitte en lui souhaitant de trouver un travail honnête et la réalisation de ses désirs. À qui la faute ? »³¹

²⁷ MJB, COREF, boîte 20, Communication n° 5, 31 mars 1945.

²⁸ SSJ, Six mois d'activité de la Section Recherches et Rapatriement de l'AIVG, octobre 1945, pp. 14-16.

²⁹ SSJ, Aide aux Israélites Victimes de la Guerre asbl., Rapport d'activité 1955, p. 7.

³⁰ F. Caestecker, « Holocaust Survivors in Belgium... », *op. cit.*, p. 360.

³¹ *Unzer Kamf*, 20 janvier 1945, p. 5.

En ces temps de rationnement, marché noir, trafics et vols aux armées alliées ou commerces frauduleux prospèrent de tous côtés³². Il est donc logique de trouver des Juifs dans ces domaines. Si toute une partie de la population profite du marché noir, comme vendeurs ou clients, souvent ce sont bien les Juifs que les non-Juifs remarquent. Des journaux soulignent aussi tout acte de délinquance de Juifs.

Le Peuple du 30 septembre 1944 accuse des Juifs de faire du trafic de papiers d'identité : « Ce n'est un secret pour personne que de nombreux Allemands sont demeurés en Belgique au moment de la libération. Les uns n'ont pas eu le temps de fuir devant l'avance éclair des troupes alliées, les autres, les plus dangereux, agents avérés de la 5^e colonne, sont restés délibérément. Ils se sont terrés les premiers jours. Mais pour "travailler" ils ne peuvent rester cachés. Or, pour sortir, il leur faut des papiers, de faux papiers s'il le faut absolument, mais de préférence des papiers authentiques. Et savez-vous où ces messieurs se les procurent ? On nous signale que des juifs les leur fournissent, leur cèdent contre espèces sonnantes, leurs propres cartes d'identité. Personne dans ce pays ne nous soupçonnera d'être antisémites. Mais nous demandons à la police d'y veiller strictement. »³³ *Unzer Kampf* du 1^{er} octobre 1944 s'étonne : « Se basant ainsi sur des "on dit" (où ? par qui ?), ne suscite-t-on pas à nouveau l'antisémitisme ? Le travail de Hitler se poursuit. La propagande antisémite hitlérienne ne s'est-elle pas elle aussi basée sur des bruits, des racontars de bonnes femmes et des mensonges ? »³⁴ Des sionistes s'émeuvent également³⁵. *Le Peuple* précise donc : « Nous n'avons pas entendu accuser de félonie tous les juifs résidant chez nous. Notre filet nous paraissait suffisamment explicite. On nous demande de préciser et nous le faisons volontiers. Nous connaissons énormément d'israélites parfaitement honorables. Il en est qui se sont comportés très loyalement et qui ont fait tout leur devoir de Belges. Ceux-là ne peuvent se sentir visés par notre articulet. »³⁶

³² Voir notamment : Ch. Hardenne, « Entre les Belges et leurs libérateurs : des relations tendues », dans *Jours de Paix (Jours de Guerre, 23-25)*, Bruxelles, 1995, pp. 281-292. Sur la présence des armées alliées en Belgique, voir notamment : P. Schrijvers, « De schaduw van de bevrijding. België. 1944-1945 », Anvers, 2008.

³³ *Le Peuple*, 30 septembre 1944, p. 1.

³⁴ *Unzer Kampf*, 1^{er} octobre 1944, p. 7.

³⁵ *Le Peuple*, 1^{er} octobre 1944, p. 1.

³⁶ *Ibid.*

Le Drapeau Rouge du 12 janvier 1945 s'indigne d'un incident qu'il juge significatif : la police judiciaire traquant le marché noir inspecte les poubelles... « Par malheur, une de ces poubelles contenait quelques boîtes de conserves de provenance anglaise. Par malheur aussi, cette poubelle se dressait devant un petit restaurant juif. » Les clients sont fouillés : l'un d'eux porte trois paquets de cigarettes anglaises³⁷. « Son compte était bon ! D'autant que le pauvre type, incontestablement juif, arborait l'insigne bien connu des rescapés de Breendonck [*sic*]. “Vous avez été à Breendonck ?”, a remarqué un policier particulièrement délicat. “Eh bien ! vous allez vous y retrouver !” » « Nous aimerions savoir quel danger représente pour la Belgique ce malchanceux amateur de tabac saucé. Il est vrai que les juifs “humiliables et suppliciables à merci” ont toujours été les responsables des fléaux de l'humanité, depuis la peste jusqu'au marché noir ! Quant aux boîtes de conserves, elles provenaient de la provision personnelle de cinq soldats anglais résidant dans l'immeuble. »

Le 17 mars 1945, *Unzer Kamf* répercute qu'au tribunal de guerre d'Anvers des Juifs ont été jugés pour vol aux Alliés et que le président de la cour « s'est adressé aux accusés de la manière suivante : “taisez-vous, menteurs, tous les Juifs trafiquent avec les marchandises anglaises”. Quand le défenseur des voleurs a fait remarquer au juge l'inexactitude de son affirmation, celui-ci lui a répondu : “nous ne pouvons pas tolérer cela des Juifs. Ce n'est pas parce que les Allemands sont partis qu'on doit cesser de poursuivre les juifs” ». Le journal ajoute que si le colonel qui préside la cour « a le droit (hélas !) d'être antisémite, nous pouvons le comprendre. Mais qu'un tel personnage soit le représentant du droit et de l'équité, cela nous ne pouvons pas le concevoir. »³⁸

Bien plus tard, en 1947, le communiste Pierre Broder, un des responsables de l'AIVG, parlant alors de Juifs transitaires, c'est-à-dire autorisés temporairement à rester en Belgique sur le chemin de leur trajet d'émigration et qui sont aussi dans une grande détresse économique, évoquera le problème du marché noir : « Abandonnés à leur sort, sans famille, sans connaissances linguistiques, sans permis de travail, un grand nombre se lance dans le marché noir. Cet état de choses, nuisible à

³⁷ *Le Drapeau Rouge*, 12 janvier 1945, p. 2.

³⁸ *Unzer Kamf*, 17 mars 1945, pp. 6-7.

l'intérêt du pays en général, présente un réel danger pour la population juive, étant donné qu'on rend généralement responsable toute la communauté pour les actes individuels de ses membres. C'est ainsi que l'antisémitisme trouve des éléments pour son œuvre néfaste. »³⁹

Reprendre une activité économique

En matière économique, les Juifs ont également beaucoup de mal à faire valoir leurs droits. Et, dans ce domaine aussi, l'hostilité de non-Juifs est flagrante. La concurrence entre petits commerçants, par exemple, est sans pitié.

La lettre déjà citée, que trois citoyens belges écrivent au ministre de la Justice le 12 novembre 1944, continue : « On n'a jamais compris, avant mai 1940, pourquoi la Belgique, le pays le plus surpeuplé, admettait sur son territoire tous les juifs apatrides chassés par l'Allemagne. [...] Les apatrides remontent par milliers à la surface et se ruent à la recherche de maisons de commerce qu'ils enlèvent à des loyers élevés, prenant ainsi la place de nombreux Belges. Nous ne voulons plus laisser enlever le pain à des familles belges par des gens sans patrie et sans scrupules (voir les nombreuses arrestations de juifs pour collaboration avec l'ennemi), qui ne sont que tolérés ici. Nous comprenons fort bien que cette question est délicate pendant la présence des alliés sur notre sol, mais nous estimons cependant que, dès maintenant, il devrait être interdit aux juifs apatrides de se réinstaller dans des commerces et de [*sic*] faire fermer ceux qui sont déjà réinstallés. Nous sommes certains que les commerçants ne se laisseront plus tuer par ces parasites étrangers et que des incidents graves se produiront. Nous nous permettons aussi de suggérer qu'après la guerre, les apatrides soient conduits à la frontière. »⁴⁰

Le Drapeau Rouge rapporte en novembre 1944 que des « cris antisémites » auraient été proférés lors d'une manifestation du Front des Classes Moyennes à Bruxelles »⁴¹. *Ofipresse* écrit en août 1945 que « plusieurs Israélites de Belgique », dont les noms paraissent dans les annexes

³⁹ MJB, Fonds Pierre Broder, Rapport sur l'activité de l'Aide aux Israélites Victimes de la Guerre, 29 octobre 1947.

⁴⁰ AGR, Police des Étrangers 874, lettre adressée au ministre de la Justice, 12 novembre 1944.

⁴¹ *Le Drapeau Rouge*, 24 novembre 1944, p. 1.

du *Moniteur* à l'occasion de la remise en activité de leurs entreprises, ont reçu par la Poste l'extrait de la publication légale qui les concernait, accompagné du slogan "la Belgique aux Belges"⁴².

Analysant la situation dramatique des Juifs dans le domaine économique, l'AIVG réfléchit très rapidement à un plan de remise à l'emploi. Mais dans un premier temps, jusqu'au printemps 1945, c'est-à-dire jusqu'à l'arrivée à Bruxelles de Laura Margolis, déléguée du Joint (l'AJDC, l'American Jewish Joint Distribution Committee, organisme américain qui financera la reconstruction juive en Belgique), l'AIVG reconnaît qu'en fait elle ne peut faire que de la philanthropie sans pouvoir avoir une action proactive⁴³.

Le but à atteindre est bien que les Juifs aient le plus rapidement possible un emploi "légal". La tâche première, et déjà énorme, est d'aider ceux qui disposent des autorisations adéquates, mais ont perdu leur outil de travail (une machine à coudre par exemple). L'AIVG estime qu'une priorité indispensable est de trouver du travail pour les « centaines de femmes dont les maris ont été déportés ou ont disparu » et qui sont restées seules avec les enfants, alors que beaucoup n'ont aucune qualification et n'occupaient pas un emploi rémunéré avant guerre. Il leur faudrait donc, comme l'écrit *Ofipresse*, « un travail facile et rémunérateur »⁴⁴. En fait, la couture sera un secteur où elles pourront trouver une source de revenus, mais beaucoup resteront à charge des organisations d'aide et devront se débrouiller avec des allocations de subsistance. La question de l'« élévation du niveau professionnel de la femme juive », comme l'écrit le journal communiste en yiddish *Solidaritet* en 1946, se posera encore longtemps⁴⁵.

L'AIVG va créer une Petite Caisse de Prêts, qui servira notamment à pouvoir disposer dans l'immédiat de modestes outils de travail, ainsi qu'un Office du Travail qui est mis sur pied en avril 1945⁴⁶. Une société coopérative, indépendante, la Caisse de Prêts et de Crédit, sera d'autre

⁴² *Ofipresse*, 3 août 1945, p. 6.

⁴³ « Reconstruction adaptation », dans *L'Appel*, bulletin mensuel d'informations de l'Aide aux Israélites Victimes de la Guerre, avril 1947, pp. 4-5.

⁴⁴ *Ofipresse*, 29 juin 1945, p. 3.

⁴⁵ *Solidaritet*, « Questions du jour. Élévation du niveau professionnel de la femme juive », 16 février 1946, p. 2.

⁴⁶ SSJ, « Aperçu de l'activité de l'Aide aux Israélites Victimes de la Guerre », 1945.

part constituée le 23 octobre 1945, à Bruxelles. Elle commencera son activité en décembre⁴⁷. Elle accordera prêts et crédits souvent sans garant ou aval, mais en tenant compte de la qualification professionnelle du demandeur et de sa « moralité ». La Caisse de Prêts et de Crédit a besoin d'un capital de départ et celui-ci sera fourni par le Joint. Sans l'aide du Joint, une telle initiative aurait été impossible⁴⁸.

Ofipresse constate, dans un article consacré aux projets de l'AIVG de constitution de coopératives de production, en juin 1945⁴⁹ : « Les conditions dans lesquelles s'exercèrent dans le passé certaines industries artisanales qui constituaient une spécialité de la main-d'œuvre israélite, furent une source de "frictions" avec les entreprises concurrentes et servirent de prétextes, dans une certaine mesure, aux campagnes antisémites. » L'AIVG prépare donc des coopératives où la législation sociale serait strictement appliquée « en ce qui concerne les heures de travail » ainsi que les salaires. Mais si de telles coopératives sont prévues dans différents domaines (couture, maroquinerie, chapellerie, fourrure), les circonstances économiques ne permettent pas la création immédiate de ces entreprises. Seul le secteur de la confection s'y prête, car les clients apportent eux-mêmes la matière première. Une coopérative de tailleurs fonctionne donc, selon *Ofipresse*, dès le début de 1945, avec les armées alliées et la Croix-Rouge comme clients principaux. « Quelques dizaines » de tailleurs et tailleuses y seraient occupées. *Unzer Kamf* est admiratif et enthousiaste : « Cette visite nous a véritablement procuré une grande satisfaction, nous avons vu des ouvriers juifs qui après des années de faim et de peur pouvaient se réjouir devant leurs machines et travailler en chantant devant de larges fenêtres au travers desquelles entrent les rayons dorés du soleil, annonciateurs du nouveau printemps, un printemps qui envahit le monde, un printemps de travail et de bonheur. »⁵⁰ Ces coopératives resteront toutefois très discrètes ultérieurement.

⁴⁷ MJB, Fonds Broder, « La Caisse de Prêts et de Crédit. Société Coopérative, 272 chaussée d'Anvers, Bruxelles. La première année de son activité. Novembre 1945 - 31 décembre 1946. »

⁴⁸ MJB, Fonds Broder, « Rapport sur l'activité de l'Aide aux Israélites Victimes de la Guerre (AIVG) », 29 octobre 1947.

⁴⁹ *Ofipresse*, 29 juin 1945, p. 3.

⁵⁰ *Unzer Kamf*, « Une première visite à la première coopérative ouvrière juive », 24 mars 1945, p. 4.

Les enfants

Une des questions les plus conflictuelles entre Juifs et non-Juifs, mais aussi entre Juifs, est bien celle du sort des enfants dont les parents n'ont pas survécu.

À la Libération, les enfants peuvent sortir de la clandestinité, mais la plupart ne retrouvent pas leurs deux parents. Une première période est marquée par l'expectative. Il n'y a alors aucune connaissance réelle du sort des déportés et à ce moment on ne peut pas encore savoir que certains attendent en vain. Yvonne Jospa explique dans une lettre au sujet des enfants cachés par le CDJ (dont elle était une des responsables) qu'« en règle générale, nous rendons les enfants à leur famille, ceux qui n'ont pas le bonheur d'avoir leurs parents ici resteront là où les logeurs les soignent bien »⁵¹. Et ils ne sont pas bien soignés partout : ainsi, une assistante sociale constate que, dans une famille, une jeune fille de 15 ans est « traitée comme une servante » ; la conclusion s'impose : « À déplacer »⁵². Yvonne Jospa ne se montre pas opposée *a priori* à l'adoption d'enfants juifs par des personnes qu'elle reconnaît capables de bien les prendre en charge⁵³. Certaines familles ont donc dû nourrir un espoir d'adoption qui ne s'est pas nécessairement concrétisé.

Les raisons qu'ont eues, consciemment ou même inconsciemment, les familles de cacher des enfants juifs sont multiples. Lorsque le père ou la mère ou (rarement) les deux viennent rechercher l'enfant, ceux qui les ont cachés ne se posent pas la question de la restitution de l'enfant. Mais il est clair, dès la Libération, que certains refuseront de rendre à un parent lointain ou à une institution juive un enfant qu'ils aiment et qu'ils ont intégré dans leur famille. Marie Albert-Blum, directrice du home de Wezembeek pendant l'Occupation et au moment de la Libération, verra par exemple immédiatement qu'un problème va ainsi se poser dans une famille très attachée à la petite fille qu'elle héberge. Elle écrit au demi-frère de cette petite fille, soldat, en mars 1945 : « Je pense que vous aurez très difficile à reprendre l'enfant de cette famille, mais j'estime que le plus tôt sera le mieux. [...] Cette fa-

⁵¹ SVG, Documents De Lathouwer, 1320, lettre à Caritas Catholica, 26 septembre 1944.

⁵² SVG, Documents De Lathouwer, 1321, note manuscrite, s.d. [automne 1944].

⁵³ SVG, Documents De Lathouwer, 1320, voir par exemple : note d'Yvonne Jospa « pour Jeanne » du 14 octobre 1944.

mille est très attachée à l'enfant et l'aime beaucoup, mais ce sont de très pauvres gens et il ne fait pas propre chez eux. On ne peut même pas le leur reprocher, puisque cette femme est presque aveugle. Une chose est certaine : dans la mesure de leurs moyens, ces personnes aimeront et soigneront I. de tout leur cœur. »⁵⁴Après de longues négociations, la famille accepta que la petite aille dans un home de l'AIVG, d'où ils l'enlevèrent à l'occasion d'une visite⁵⁵.

L'AIVG essaie de faire au plus vite pour prendre les enfants en charge. Mais il faut d'abord savoir où ils ont été cachés, où ils sont restés. L'AIVG, dans son bulletin d'information de mai 1946, cite un exemple, notamment pour répondre à ceux qui estimaient que dans la question des enfants « les efforts ne sont pas suffisants » et se dit persuadée que « certaines difficultés juridiques, techniques, affectives, sont trop ignorées ». L'article explique le cas d'une famille : le père a pu s'enfuir aux États-Unis, puis en Angleterre ; en s'adressant au curé de sa paroisse, la mère place elle-même, sans l'assistance d'un groupe de Résistance, ses deux filles dans une institution religieuse avant d'être déportée. Une tante permet de retrouver le début de la trace des fillettes. L'AIVG aide la famille : une assistante sociale « s'attacha particulièrement à cette affaire » et « joua dès lors le rôle d'interprète, de détective, de sourcier, d'intermédiaire entre avocats, juges et combien d'autres encore. » Les enfants furent rendues à leur père non sans mal, mais ce ne fut qu'après un travail acharné de l'AIVG durant trois mois⁵⁶.

Certains cas peuvent se régler à l'amiable, mais la Justice est sollicitée pour trancher des problèmes de non-restitution d'enfants. Plusieurs procès se dérouleront jusque dans les années 1950. Le cas d'Henri Elias, orphelin de père et de mère, caché depuis son plus jeune âge dans différentes institutions religieuses, dont l'identité fut niée et effacée et qui ne fut confié à son oncle que dans les années 50, fit encore l'objet

⁵⁴ MJB, Fonds Marie Albert, 217.

⁵⁵ MJB, Fonds Marie Albert, 219 ; M. Blum-Albert, *Le Récif de l'espoir. Souvenirs de guerre dans un home d'enfants juifs*, Bruxelles, 1997, pp. 108-109.

⁵⁶ « Les activités de l'AIVG », dans *L'Appel*, bulletin mensuel d'informations de l'Aide aux Israélites Victimes de la Guerre, mai 1946, pp. 2-3.

d'un jugement en 1957⁵⁷. Esther Naschelski, qui était sous la responsabilité, comme Henri Elias, de Fernande Henrard, ne fut réclamée par personne, car elle n'avait plus aucun proche survivant. Son existence fut cachée à la communauté juive. Elle fut élevée dans la peur des Juifs et dans un climat d'antisémitisme⁵⁸. L'attitude des ecclésiastiques fut loin d'être unilatérale, mais certains se montrèrent farouchement opposés au fait de confier les enfants qu'ils avaient cachés à la communauté juive si ces enfants avaient perdu leurs parents⁵⁹. Les tribunaux ne se prononcèrent pas uniquement dans un sens. Dans le cas d'un couvent de Kontich qui avait hébergé huit fillettes, une seule n'avait pas perdu ses deux parents et sa mère vint la chercher. Les autres firent l'objet de procédures judiciaires qui se poursuivirent dans les années 50⁶⁰. Le conflit est net, mais reste quand même feutré en Belgique, alors que des situations similaires vont donner lieu en France par exemple à de virulentes campagnes de presse⁶¹.

L'énorme diversité de la population juive de Belgique, tant au point de vue religieux que politique, ou social, se traduit par des conflits violents entre Juifs qui se focalisent sur le devenir des enfants survivants. Comme l'écrit Yvonne Jospa, la période qui suit la Libération se caractérise par une « atmosphère d'intrigues politiques et personnelles »⁶². L'AIVG se rend compte que pour ses interlocuteurs, privés ou publics, une image confuse et une incohérence dans les revendications ne peut que compliquer et ralentir la recherche de solutions aux problèmes réels que rencontre toute la population juive. Pour l'AIVG,

⁵⁷ Interview d'Henri Elias par Johannes Blum, 2006 ; R. Orfinger-Karlin, « Une affaire Finally belge », dans *La Revue nouvelle*, t. XXVI, n° 7, 1957, pp. 76-85.

⁵⁸ Interview d'Esther Naschelski par Johannes Blum, 2005 ; E. Naschelski – H. Grietens, *Achter de stilte : het verhaal van een verborgen Joods kind*, Louvain, 2009.

⁵⁹ M. Steinberg, *L'Étoile et le Fusil, La Traque des Juifs 1942-1944*, Bruxelles, 1986 t. 1, pp. 163-173 ; H. Hellemans, *Schimmen met een ster. Het bewogen verhaal van joodse ondergedoken kinderen tijdens de Tweede Wereldoorlog in België*, 2007, Anvers, pp. 167-195.

⁶⁰ H. Hellemans, « Tot wie behoort de ziel van het kind ? De herintegratie van de kinderen in de joodse gemeenschap na de Tweede Wereldoorlog », dans *Cahiers d'histoire du temps présent*, n° 13, 2004, pp. 187-188.

⁶¹ Voir, pour la France, notamment C. Poujol, *L'Église de France et les enfants juifs. Des missions vaticanes à l'affaire Finally (1944-1953)*, Paris, 2013.

⁶² SVG, Documents De Lathouwer, 1320, lettre d'Yvonne Jospa à Yvonne Nevejan, 29 novembre 1944.

en plus du souci du bien-être des enfants, son image et la bonne réputation de ses homes sont à cet égard capitales.

« Tact et doigté »

Régine Orfinger concluait en 1948 : « La lutte contre l'antisémitisme en Belgique doit être menée avec tact et doigté, car il serait déplorable de donner aux forces dispersées l'occasion de se réunir pour intensifier l'antisémitisme sous prétexte de vouloir le combattre. »⁶³

Cette attitude prudente des Juifs de Belgique a souvent correspondu à une lenteur dans l'action des institutions qui les aidaient et au ton sciemment modéré adopté par celles-ci dans leurs revendications, deux réalités difficiles à comprendre pour les Juifs vivant des situations quotidiennes insupportables.

Les commémorations et hommages aux disparus sont indispensables pour les Juifs eux-mêmes, mais donnent aussi aux non-Juifs une image qui peut changer les représentations négatives qui pèsent tant sur la population juive. Peu à peu se diffusent dans la presse des images de héros et de martyrs. Mala Zimetbaum est ainsi présentée comme héroïne, par exemple, dans *Le Peuple* et *Le Drapeau Rouge* à l'occasion de la commémoration du premier anniversaire de sa mort, en août 1945⁶⁴. *Le Drapeau Rouge* remarque dans le cortège qui défile à Bruxelles pour marquer le premier anniversaire de la Libération, celui du « Comité de Défense des Juifs portant les cinq enfants rescapés parmi les 3.200 jeunes Israélites massacrés »⁶⁵. Des commentaires essayent aussi d'intégrer les Juifs dans l'image de la nation belge, quelquefois maladroitement. Une publication comme *Ofipresse*, qui tente d'informer Juifs et aussi et surtout non-Juifs, rend hommage dès son premier numéro à la reine Élisabeth, dans le deuxième au cardinal Van Roey, « nos compatriotes » ayant aidé les Juifs ; le premier numéro reproduit aussi le témoignage d'un « Belge » revenu d'Auschwitz⁶⁶. Un journal comme *Unzer Kamf* montre en revanche les difficultés qu'ont les Juifs quotidiennement, souvent encore aggravées par le fait qu'ils

⁶³ SSJ, « Rapport sur la situation des Juifs en Belgique », 17 septembre 1948.

⁶⁴ *Le Peuple*, 23 août 1945, p. 1. *Le Drapeau Rouge*, 21 août 1945, p. 2.

⁶⁵ *Le Drapeau Rouge*, 3 septembre 1945, p. 2.

⁶⁶ *Ofipresse*, 27 avril 1945, p. 1 ; 4 mai 1945, p. 1.

ne sont pas Belges. L'AIVG se donne comme objectifs que les enfants dont elle a la charge deviennent belges et que le plus grand nombre possible de Juifs obtiennent la nationalité belge. Ce choix est motivé par ses constatations sur la situation des Juifs en Belgique et par le pragmatisme. L'AIVG, dans son souci d'intégration des Juifs dans la nation belge, est gênée par le discours sioniste qui veut que l'avenir des Juifs soit en Palestine et non en diaspora.

Au moment où les quelques survivants des camps de concentration arrivent en Belgique à partir du printemps 1945, la société belge est donc traversée de courants hostiles aux Juifs. C'est ce qui fut également constaté en France et aux Pays-Bas⁶⁷. La solidarité entre Juifs ne peut pas encore être mise en œuvre vu la détresse globale de toute la population survivante. Des responsables communautaires analysent rapidement situations critiques et conflits, mais leurs moyens d'action ne pouvaient être que dérisoires et lents par rapport à l'ampleur des problèmes. Ils optèrent effectivement pour des méthodes empreintes de « tact et doigté », quitte à se faire accuser d'inertie et de lenteur.

À partir de 1945, les grands mouvements de population migrant à travers toute l'Europe amèneront en Belgique des milliers d'autres Juifs. La Belgique fera clairement comprendre que les autorités, en accord avec ce qu'elles perçoivent des conflits dans la société belge, ne veulent pas que ceux qui n'avaient aucun lien avec le pays avant-guerre s'installent sur le sol belge. Ils seront donc qualifiés de “transitaires” et ne seront tolérés par les autorités que pour un bref passage en Belgique.

⁶⁷ Voir par exemple : D. Hondius, « Bitter homecoming : the Return and Reception of Dutch and Stateless Jews in the Netherlands », dans D. Bankier. (Éd.), *The Jews are Coming Back...*, op. cit., pp. 108-135.

Cantine de Solidarité Juive dans l'immédiat après-guerre. © UPJB

Fête à Charleroi juste après la Libération. © UPJB

Fête de l'école de yiddish de Solidarité juive, février 1945. © UPJB